



Misère de la politique, espoir pour la France

Disons les choses sans fard, quitte à manquer à cet esprit positif qui, en principe, s'impose au rituel des vœux de Nouvel An : si l'année 2024 fut calamiteuse, l'année 2025 a été pire encore ! On croyait avoir touché le fond ; la vérité oblige à dire que nous sommes tombés plus bas. Au point que jamais sans doute depuis 1945 la France n'avait donné, sous le regard du monde, un si triste spectacle... Et pourtant, depuis le temps, notre malheureuse nation avait presque fini par s'habituer aux maux qui l'accablent ! Crise économique, faillite financière, marasme industriel, désastre éducatif, insécurité galopante, immigration hors de contrôle, le tout sur fond d'effondrement démographique... C'était pour ainsi dire de la routine – tout comme cette sensation d'une lente dégringolade sur la scène internationale. Mais la gravité du mal se dissimulait derrière les formes extérieures du bon fonctionnement de la machine d'État. Certes, la France était criblée de dettes, exsangue économiquement, malade socialement ; certes, elle était humiliée par l'Algérie,

méprisee par la Russie, snobée par les États-Unis, tenue à l'écart de tous les grands dossiers diplomatiques, mais bon, c'était la France, avec son président, son gouvernement, son Parlement ! Les institutions tenaient le choc. Les apparences étaient sauves ; le navire coulait peut-être, mais la passerelle était brillamment éclairée, et l'équipage donnait le sentiment d'être solide à son poste... C'est cette fiction rassurante qui, cette année, a volé en éclats ! Ultime conséquence d'une dissolution insensée, l'armure institutionnelle qui permettait au régime de tenir debout alors qu'à l'intérieur tout se liquéfiait est tombée à terre tel un exosquelette qui s'effondre sur lui-même. Désormais, rien ne retient plus la France sur la pente du grand déclassement. **Misère de la politique !** Sans majorité, sans budget, c'est à peine si la France a

un gouvernement. Notre malheureux premier ministre, qui pour un peu se ferait une gloire d'être « *le plus faible* » de la Ve République, en est réduit à marchander, non sans talent, les conditions de sa survie. C'est ainsi qu'on en vient à sacrifier les intérêts du pays à cette sacro-sainte « *stabilité* », entendue par les uns comme le meilleur moyen de rester bien assis dans un fauteuil de ministre, par les autres sur son siège de député...

Au foirail de l'Assemblée, le tragique de la situation fait ressortir la médiocrité des caractères. Dans l'Hémicycle, qui résonne d'invectives et de vulgarités, ce ne sont que négociations de boutique, combinaisons obliques et sournoises tractations. Ce chaudron de sorcières, où mijotent à gros bouillons les ferment de la haine et de la division, déverse sur le pays les vapeurs du ressentiment social et de la jalousie universelle, mais aussi, disons-le, le poison d'un antisémitisme désormais débridé, qui souvent ne prend même plus la peine de se dissimuler derrière d'hypocrites paravents.

Suite page 17

Tragique
d'une situation
où mijotent
les ferment
de la haine et
de la division

Misère de la politique, espoir pour la France

Suite de la page 1

Le spectacle donné au pays par le monde politique est à ce point désastreux qu'en y plongeant presque à soucasser François Bayrou d'avoir choisi lui-même de jouer l'avenir de la France à la roulette béarnaise plutôt que de consentir aux humiliantes compromissions qui se sont imposées à son successeur...

Bétement, en effet, on croyait que dans ce second quinquennat d'Emmanuel Macron, mal entamé, mal continué, et qui, disons-le, tourne au naufrage, il y avait une chose, une seule, un peu réussie que l'on pouvait mettre à l'actif du président : la réforme des retraites, adoptée en 2023 à grand renfort de 49.3. Pas une grande réforme, bien sûr, mais enfin une réforme toute de même : une de celles que l'Europe, les marchés financiers, les agences de notation nous conjurent de mettre en œuvre. Bétement, on croyait qu'Emmanuel Macron en tirait une certaine fierté. On croyait même avoir entendu Sébastien Lecornu jurer ses grands dieux que cette réforme, c'était la ligne rouge des lignes rouges, qu'il n'était pas question d'y toucher ! Eh bien, on avait tout faux ! Tout cela n'était qu'une illusion. Le texte qui porte l'âge de départ à 64 ans (quand le reste de l'Europe a dépassé le cap des 67 et vogue allégrement vers les 70 ans !) n'était finalement pas si indispensable... Au diable l'avare ! Paris vaut bien une messe, et la perspective d'une non-censure excuse tous les rénements... Maintenant qu'on l'a enterrée, bonne chance à celui qui demain aura l'étrange idée de remettre la réforme sur le tapis.

Au son du fifre RN et du tambour socialiste, les impôts défilent à l'Assemblée. «Entre ici, Zucman, avec ton funeste cortège !»

Tout aussi bêtement, on croyait que l'expérimental sabre technico-managérial de la start-up nation macronienne avait au moins un mérite : celui d'avoir installé dans le pays l'évidence nécessité d'une politique de l'offre et de son corollaire : la modération fiscale. Qu'elle avait validé l'idée, assez simple, au fond, qu'on ne peut pas indéfiniment charger la mule : d'abord elle rue dans les brancards, et ensuite elle finit par crever... c'était peu de chose, mais ce peu de chose semblait, au moins dans le «corps central», communément partagé...

Patatras, la aussi on se sera trompé ! Sous prétexte de «justice fiscale», ou bien pour compenser le manque à gagner cause par ces libéralités consenties au nom de la «justice sociale», voici les impôts qui reviennent en rangs serrés. Au son du fifre RN et du tambour socialiste, ils défilent à l'Assemblée. «Entre ici, Zucman, avec ton funeste cortège !» C'est le Grand Prix de France du matraquage fiscal, le Concours Lépine de la confiscation publique. Sous forme de «contribution différentielle», de «taxe additionnelle», de «mécanisme de solidarité» ou de «dispositif antiévasion», ils visent les hyper-riches, les super-riches, les moyens riches et pour finir les pas riches du tout. Ils ciblent le capital, le patrimoine, les hyper-profits, les successions, les hauts revenus, l'argent qui sommeille et celui qui ne dort que d'un œil... En langage socialiste, c'est ce qu'on appelle «réhabiliter l'impôt».

Que le RN, une fois de plus, prête la main à cette désastreuse bastonade fiscale n'étonnera que ceux qui n'ont pas entendu Marine Le Pen répéter sur tous les tons qu'elle n'est pas de droite. Qu'un élut venu de la droite, justement, comme Sébastien Lecornu - une droite modérée, provinciale, enracinée -, qui a choisi le macronisme parce que son camp était un champ de ruines, mais qu'on n'a jamais soupçonné de la moindre complaisance idéologique avec le socialisme, ait accepté d'enfourcher la balançoire fiscale que lui tendait Olivier Faure,

est davantage un mystère. Mais qu'il se soit trouvé des dizaines de députés LR pour approuver ce piteux marchandage, voilà qui défie l'entendement ! Ils s'étaient engagés en politique pour défendre les valeurs d'effort et de responsabilité ; depuis toujours, ils dénoncent cette gauche qui fait porter le poids de sa démagogie sur le dos des générations futures ; pendant des lustres ils nous ont seriné que «*trop d'impôts sur la croissance*» et que la réforme des retraites était cruciale pour l'avenir du pays, et les voilà qui votent le budget social avec Boris Vallaud, François Hollande et le soutien tacite des amis de Marine Tondelier ! C'est ahurissant...

Ce sera un jour une question pour les livres d'histoire : pourquoi la droite, qui a résisté à Macron quand il était au plus haut et qu'il menait une politique économique somme toute acceptable, pourquoi a-t-elle décidé au moment du naufrage de monter à bord pour couler avec lui ?

Pour souligner la gravité de la situation, on compare souvent l'état de la France à celui qui fut le sien à la fin de la IV^e République. C'est tout à fait injuste... pour la IV^e ! Car son bilan, économique notamment, est très loin d'être nul. Qu'on s'intéresse au déficit (4,7% à l'époque, 5,8% en 2025) ou à la dette (31% du PIB en 1957, 114% aujourd'hui), la situation économique de la France est nettement plus préoccupante en 2026 qu'en 1958. Et, à l'époque, Pierre Mendès France expliquait : «*Les comptes en désordre sont la marque des nations qui s'abandonnent*». Que dirait-il aujourd'hui ?

En vérité, la crise - gravissime - que notre pays traverse actuellement concentre et récapitule toutes les crises que la France a subies depuis un peu plus de soixante-dix ans. D'abord, la paralysie politique de la fin des années 1950 - la durée moyenne d'un gouvernement sous la IV^e était de sept mois ; nous en avons épisodé cinq en deux ans, c'est pire ! Ensuite, la frénésie socialiste du début des années 1980 - le retour de l'ISF, l'abaissement de l'âge de la retraite, en attendant l'emprunt obligatoire : rien n'a changé depuis les années Mitterrand. Et, pour finir, ce aveuglement «droit-de-l'homme» des années 1990, durant lesquelles ont été posés en France et en Europe, tous les verrous législatifs, constitutionnels et «moraux», qui empêchent de lutter efficacement contre les narcotrafics ou l'immigration incontrôlée, et que nos gouvernements s'interdisent toujours de lever.

Comme si cela ne suffisait pas, à trois mois depuis un seul suffirait à couper sur le flanc une nation bien portante, vient s'ajouter un quadrille, dont la crise des «gilets jaunes», après bien des alertes électorales, fut la première manifestation concrète : c'est la fracture profonde entre, d'un côté, les catégories populaires et les classes moyennes et, de l'autre côté, les «élites» - politiques, administratives, économiques, médiatiques, françaises ou européennes... - enfermées dans leur bulle sociologique et culturelle, que «la France d'en bas» déteste cordialement parce qu'elle la juge aveugles et sourdes à ses préoccupations...

Au vu de l'évolution des choses depuis vingt ans, peut-on lui donner tout à fait tort ? Au nom de grandes idées - générées en théorie, mais en réalité féroces pour ceux qui les subissent -, ces élites ont prétendu tout changer dans la vie des peuples : leurs habitudes culturelles, leurs repères moraux et leurs références anthropologiques, leur alimentation, leur environnement humain et leur cadre de vie... Aux gens ordinaires, elles ont intimé l'ordre de changer de voiture, de chaudière, de vitrage, et même de thermostat sur leurs radiateurs... Et quand les gens n'étaient pas d'accord, quand, de référendums en élections européennes, ils l'ont fait savoir dans les urnes, on a ignoré leur protestation. Et donc, aujourd'hui, quand cette technosstructure reconnaît qu'elle a fausse route à peu près sur tout, quand Mme von der Leyen, qu'il s'agisse de normes environnementales ou sociales, d'automobile, d'énergie ou d'immigration, démantèle pièce après pièce tout ce qu'elle a fait jusqu'ici, la co-



lère des citoyens, loin de retomber, puise dans ces aveux tardifs un regain d'intensité.

Cette terrible dégringolade, que tant d'autres ont préféré ne pas voir - quand, par idéologie, ils ne l'ont pas accélérée -, *Le Figaro*, dont nous célébrons cette année le bicentenaire, n'a jamais cessé d'en combattre les ferments. Avec François Mauriac, notre journal a dénoncé les poisons d'un parlementarisme dévoyé, «la recherche de l'équivocation bénie qui permettra de se défaire des adversaires irréductibles de feindre de s'entendre dans les mots et de former une équipe dont l'unique pensée commune sera qu'il est tout de même bel et bon d'être ministre».

Avec Raymond Aron, il a lustigé : la «médiocrité intellectuelle et morale de la gauche (...), qui se croit obligée de faire croire aux Français que le salut viendra par miracle des changements qui satisfont leurs aspirations égoïstes : travailler moins et gagner plus».

Sous la plume d'Alain Peyrefitte, nous avons mis en garde contre la «tentation bureaucratique : cette conviction vertigineuse que les hommes qui se trouvent au sommet de la hiérarchie savent seuls ce qui est bon pour les hommes qui peuplent les degrés inférieurs».

Après François Mauriac, Raymond Aron, Alain Peyrefitte et Louis Pauwels, ce n'est pas aujourd'hui que «*Le Figaro*» va renoncer à sonner le tocsin

À la suite de Louis Pauwels, bien avant qu'il soit question de «séparatisme», nous avons alerté sur les conséquences civilisationnelles d'une immigration de masse : «*Une France réduite à un espace géographique où le paysage humain a radicalement changé, non pas multiracial mais multiraciste, non pas multiculturel mais sans s'entredétruisent les cultures*».

Ce fut dit et bien dit, et ce n'est pas aujourd'hui,

où les conséquences sautent aux yeux de ceux qui ont si longtemps nié les causes, que nous allons renoncer à sonner le tocsin. Mais parce que rien ne sera pire qu'une nation qui s'abandonne, qu'un peuple qui cède au démon de l'acécie, *Le Figaro*, fidèle à sa vocation, continuera de camper résolument du côté des solutions. Car, oui, qu'elles soient entrepreneuriales, scientifiques ou artistiques, il existe dans l'industrie, le commerce, la finance, la culture et la communication, l'agriculture, la mode, l'intelligence artificielle ou la recherche médicale, des

réussites françaises ! Oui, à côté de la France qui grogne, qui gémit ou qui pinaille, il est une autre France, souvent invisible et pourtant exemplaire ! Des chefs d'entreprise et des salariés qui sacrifient tout pour produire, exporter, conquérir des parts de marché. Des enseignants qui n'ont pas attendu la mobilisation officielle contre les réseaux sociaux pour découvrir qu'il y a une «culture française». Des soignants d'un dévouement sans limite, des accompagnants admirables d'humanité envers leurs patients en fin de vie. Des militaires, des gendarmes, des policiers prêts à risquer leur peau pour leur pays. Des élus qui font passer le destin de la France avant les querelles de boutique et leurs intérêts de parti. Des pères et des mères de famille nombreuse qui n'ont pas attendu les consignes de «réarmement démographique». Des Français, tout simplement, qui refusent de baisser les bras, et qui, non sans mérite, résistent encore et toujours à la tentation de s'exiler vers des lieux plus cléments envers ceux qui réussissent.

Le Figaro, parce qu'il a au cœur le même amour de la France, continuera de leur donner la parole et de se tenir à leurs côtés.

Aujourd'hui, reconnaissons-le, les motifs d'espoir ne sautent pas aux yeux, et ce n'est pas l'étrange annonce d'une relance de l'euthanasie qui va améliorer le moral du pays. Ne soyons pas naïfs : à un an de l'élection présidentielle, ce n'est pas dans les mois qui viennent que nous allons remonter la pente ; ce serait déjà bien si nous arrêtons de la dévaler... Mais après ? Tout est possible. Quand la politique va mal, quand l'économie décroche, quand le moral défaillie, il faut écouter ce que dit la poésie. Relisons Victor Hugo : «*Si étrange que semble le moment présent, quelque mauvaise apparence qu'il ait, aucune âme sérieuse ne doit désespérer. Les surfaces sont ce qu'elles sont, mais (...) les courants sous-marin existent. Pendant que le flot s'agit, eux, ils traversent. On le voit pas, mais ce qu'ils font finit toujours par sortir tout à coup de l'ombre, l'inaperçu construit l'imprévu...*»

Au nom de nos actionnaires - Hélène Meilhan-Dassault, Marie-Hélène Habert-Dassault, Laurent Dassault, Thierry Dassault et leurs enfants -, au nom de notre président, Éric Trappier, au nom de Marc Feuillée, notre directeur général, et de tous les journalistes et collaborateurs du groupe *Figaro*, je vous souhaite à tous, chers lecteurs, chères lectrices, une année 2026 pleine d'espérance pour la France, et pour vous-mêmes et vos familles, joie et succès. Et, dans la fidélité à cet esprit de liberté qu'il porte haut depuis 1826, un heureux bicentenaire à notre toujours jeune *Figaro*. ■

